



Conseil économique et social

Distr. générale
12 juin 2019
Français
Original : anglais

Session de 2019

26 juillet 2018-25 juillet 2019

Point 5 de l'ordre du jour

Débat de haut niveau

Déclaration présentée par Imam Ali's Popular Students Relief Society, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Chaque être humain aspire, par nature, à la justice. L'histoire est marquée par nombre de mouvements sociaux, de changements de structure sociale et politique, voire de guerres motivés par cette quête. Souvent, ces changements ont mené à l'emprisonnement de celles et ceux qui luttèrent pour l'égalité et la justice, et ont même coûté la vie à des personnes exceptionnelles de l'histoire de l'humanité. L'un des combats plus célèbres à l'échelle mondiale est probablement le Mouvement contre l'apartheid en Afrique du Sud, un mouvement contre le racisme dont le chef de file, Nelson Mandela, a passé près de 27 ans en prison et payé un lourd tribut pour la victoire. Le mouvement afro-américain pour les droits civiques (1955-1968), aux États-Unis, et la Renaissance, en Europe, sont considérés comme des bouleversements majeurs qui trouvent leur origine, eux aussi, dans le désir d'égalité et de justice.

En République islamique d'Iran, les révolutions islamique et constitutionnelle, qui se sont produites à moins de 70 années d'écart, s'inscrivaient dans le même esprit. Une question se pose néanmoins : comment faire en sorte qu'un mouvement social victorieux, né de cette même nature humaine, perdure et ne perde pas de vue ses objectifs initiaux ?

L'expérience des pays développés, en particulier au lendemain de la Renaissance en Europe, montre que les efforts collectifs, et pas simplement les mouvements individualistes, sont parmi les meilleurs moyens d'amener les membres d'une société à exiger justice et égalité. Deux idées illustrent cette constatation. Premièrement, lorsque les mouvements collectifs vont dans la bonne direction, la sagesse collective et la diversité des points de vue produisent de meilleurs résultats que lorsque le problème n'est envisagé que sous un seul angle. Deuxièmement, les changements sociaux ne peuvent être amenés par la réflexion et l'action d'une seule personne, aussi formidables soient-elles ; la participation de la société et des citoyens est fondamentale. Lorsqu'un mouvement, même positif, est caractérisé par l'individualisme, la société n'y participe pas et ne se sent donc pas impliquée. Dans le meilleur des cas, elle n'y contribuera pas car elle n'aura pas vraiment l'impression d'y avoir sa place. Au contraire, lorsqu'un mouvement collectif en faveur de la justice et de l'égalité prend forme, la possibilité d'y prendre part génère chez les différents membres de la société un sentiment d'appartenance qui augmentera ses chances d'aboutir. La création d'institutions citoyennes apparaît donc comme une stratégie qui a fait ses preuves dans les sociétés développées et permet à la fois de mieux orienter la société dans sa quête d'égalité et de justice, et d'entraîner des changements durables et progressifs. Il s'agit de la solution idéale pour adresser des revendications claires aux personnalités et responsables politiques et concrétiser l'aspiration des différents groupes de la population à une société fondée sur l'égalité et le développement de la culture. Au bout du compte, ces institutions amènent une forme de stabilité dans la structure politique et sociale qui, à son tour, favorisera l'avènement de changements sociaux pacifiques qui profiteront aux citoyens, et en particulier aux populations mal desservies. En plus de donner les moyens à la population d'exiger la justice et l'égalité, le renforcement des institutions civiles permet de répondre aux besoins de la majeure partie des citoyens, de développer la culture et de parvenir à un langage commun avec les principaux décideurs et décideuses pour exprimer fidèlement les demandes de la société civile. La stabilité de la structure politique et sociale qui en découle sera également utile à la majorité des citoyens et des responsables politiques aux niveaux supérieurs de la société.